

# Remise en cause du Traité INF : quels enjeux ?

## réflexions sur la sécurité collective des années 2010

**Daniel Durand, chercheur à l'IDRP**

### Introduction

Vladimir Poutine a annoncé en février 2007 l'enterrement du traité d'interdiction des missiles à moyenne portée (INF) de 1987 et en avril celui du traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE), deux traités majeurs de la fin de la guerre froide. Rappelons que les USA avaient ouvert le bal en dénonçant le traité sur les missiles balistiques (ABM) en 2002.

Il semble donc que l'on assiste au démantèlement d'une partie du système de sécurité collective bâti à la fin de la guerre froide, à la préparation d'un nouveau système de rapports de force où les notions d'ennemis seraient réactivés, avec pour les USA, la Russie et surtout la Chine en ligne de mire « in fine ». Face à cette évolution inquiétante, le multilatéralisme patine : l'Union européenne hésite à se dégager de la tutelle américaine et à soutenir franchement les Nations unies et le système multilatéral. Le mouvement pacifiste et altermondialisme a du mal à dégager depuis 2003 et la lutte contre l'invasion de l'Irak des objectifs d'action clairs pour relancer le désarmement et promouvoir une vraie politique alternative de sécurité mondiale.

\*\*\*\*\*

### **Vers la mise à bas de la sécurité collective des années 90 ?**

#### ***Le jeu dangereux de Washington :***

L'après 11 septembre a vu s'accroître les traits unilatéraux de la politique étatsunienne reposant sur la préparation à des interventions préemptives contre toute menace, même lointaine, aux intérêts US. Les États-Unis sont empêtrés dans deux interventions militaires en Afghanistan et en Irak qui leur ont coûté depuis 2001 la somme faramineuse de 565 Mds de \$.

Bien qu'ils possèdent depuis la fin de la Guerre

froide une suprématie nucléaire très nette, ils viennent d'engager un programme appelé « Complex 2030 » de fabrication de têtes nucléaires nouvelles (au nom anodin de RRW - Reliable replacement Warheads). Ce programme a pris le relais du projet de "Bunker Buster", visant à développer une charge nucléaire spécialement conçue pour détruire les installations enterrées et renforcées, utilisées par des pays comme la Corée du Nord et l'Iran, accusés de se doter d'armes de destruction massive. En effet, malgré tous ses efforts, le président George W. Bush n'était pas parvenu en 2006 à le faire financer par le Congrès.

G.W. Bush espère maintenant pouvoir très vite lancer ce nouveau programme « Complex

2030 » qui est présenté comme permettant à la fois de réduire quantitativement l'arsenal nucléaire et de l'améliorer qualitativement et qui se situe clairement dans une perspective d'emploi.

Comme l'écrit le journaliste Bernard Estrade <sup>(1)</sup>, « *la démarche américaine confirme la nouvelle et inquiétante perspective de l'après guerre froide : l'arme nucléaire n'est plus la garantie ultime de l'équilibre international basé sur la perspective de la destruction mutuelle assurée* ».

Les États-Unis, de plus, ont entrepris de se doter d'un système de défense anti-missiles qui, s'il est insuffisant pour contrer une attaque massive (qu'aucun pays n'est d'ailleurs en mesure de lancer), devrait être tout à fait efficace contre des tirs de missiles isolés. Conséquence : la dissuasion n'existe plus, ni Moscou ni Pékin n'ayant aujourd'hui la capacité garantissant une réplique crédible et équivalente à une première frappe décidée à Washington.

Élément aggravant : la construction de ce système de défense anti-missile se traduit pas le futur déploiement de dix missiles intercepteurs en Pologne et un radar ultra-perfectionné en République tchèque, nouveaux pays membres de l'OTAN. L'intégration de nouveaux pays, naguère membres du Pacte de Varsovie, dans l'OTAN, l'installation de bases militaires (Bulgarie, Roumanie), tendent à faire de cette alliance dont les buts stratégiques sont de plus en plus flous, une « boîte à outils » au service des intérêts stratégiques des seuls États-Unis.

Ces évolutions états-étasuniennes se déroulent sur fond d'augmentation générale des dépenses militaires mondiales qui ont atteint 1204 Mds de \$ en 2006 soit une hausse de 3,5 % selon le

rapport annuel du SIPRI. Les États-Unis sont restés en tête des dépenses militaires dans le monde en 2006, devant la Grande-Bretagne et la France, tandis qu'en Asie, la Chine a dépassé le Japon, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI).

La Grande-Bretagne et la France se classent deuxième et troisième avec des dépenses militaires de respectivement 59 et 53 milliards de dollars. La Chine arrive en quatrième position avec un chiffre estimé à 49,5 milliards, détrônant le Japon, cinquième avec près de 44 milliards, dans la région asiatique.

Les principaux dirigeants des États-Unis ont multiplié les commentaires alarmistes sur la hausse des dépenses militaires de la Chine ainsi d'ailleurs que sur celle de la Russie, qui a consacré 34,7 milliards de dollars aux dépenses militaires en 2006 (même si leurs budgets représentent moins de 10 % du volume de celui des États-Unis...). On peut penser que, tant pour justifier la nouvelle doctrine militaire US de préemption active que le programme de bouclier anti-missile, il y a besoin de réactiver l'existence réelle ou supposée de menaces étatiques à côté de celle plus diffuse, bien que réelle, du terrorisme international.

### ***Le jeu ambigu de Poutine :***

Quinze ans après l'effondrement de l'Union soviétique et la fin de la Guerre froide, la Russie voit d'un très mauvais oeil l'Otan s'étendre vers l'Est et les bases américaines se multiplier à ses portes, de la Roumanie au Kirghizstan. Ainsi le 15 février 2007, le chef de l'état-major général des forces armées russes a déclaré aux journalistes <sup>(2)</sup> que Moscou pourrait dénoncer unilatéralement le Traité INF sur l'élimination

1 Bernard Estrade - « Bush transforme en catimini son arsenal nucléaire » - 23/01/2007 - <http://www.geopolitique.com>

2 Agence de presse Novosti - 15/02/2007 - <http://fr.rian.ru>

des missiles de moyenne et de plus courte portée. Pour le général Balouïevski, la participation de la Russie à ce Traité dépendra des futures démarches des États-Unis dans le domaine de la défense antimissile.

Le 26 avril 2007, le président russe Vladimir Poutine a envisagé de suspendre l'application par la Russie du traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE) <sup>(3)</sup>. M. Poutine a accusé les Occidentaux de multiplier les bases militaires aux frontières russes. *"Ils envisagent de déployer des éléments du bouclier antimissile en République tchèque et en Pologne, alors que les nouveaux pays membres de l'OTAN tels que la Slovaquie, les pays baltes, en dépit des ententes préalables intervenues avec l'Alliance atlantique, n'ont même pas rejoint le traité FCE"*, a déclaré le chef de l'État. La version actualisée du traité sur la réduction des forces conventionnelles en Europe (FCE) a été signée 1999, mais avec l'admission de nouveaux pays d'Europe de l'Est à l'OTAN, son dispositif fondamental relatif au maintien de l'équilibre des forces est devenu caduc, et l'application du texte se résume aux échanges d'information et aux inspections. Moscou a déclaré à maintes reprises que la situation autour du traité FCE lésait sérieusement les intérêts de la Fédération de Russie et ceux de la sécurité européenne dans son ensemble.

Le 5 mars de cette même année, le Conseil russe de sécurité a averti que, face au "renforcement" des forces militaires des pays de l'OTAN, la Russie élabore une nouvelle doctrine militaire pour remplacer l'ancienne, adoptée il y a sept ans <sup>(4)</sup>. La déclaration du Conseil russe de sécurité ne mentionne pas les États-Unis mais pointe le renforcement de l'OTAN comme le

facteur qui a incité la Russie à changer de doctrine. Selon le communiqué officiel du Conseil de sécurité russe : *"La politique militaire des principaux pays consacre de plus en plus d'énergie à la modernisation des forces militaires (...). Ils se dotent activement de moyens modernes de lutte, modulent le savoir-faire des armées, modifient la configuration de leur présence militaire et les alliances militaires, l'OTAN au premier chef, sont renforcées."*

Ce même lundi 5 mars, le général-lieutenant Igor Khvorov, en charge de la défense stratégique aérienne, a déclaré qu'il serait aisé pour les bombardiers russes de détruire les éléments du bouclier antimissile américain. *"Comme tous les éléments du système de défense antimissile sont des objets faiblement protégés, tous nos types d'avions sont capables de les brouiller et de les détruire"*, a-t-il déclaré, précisant que l'aviation russe allait se doter de deux bombardiers stratégiques modernisés Tu-160 dès 2007. Fin mars ou début avril, ces avions participeront à un exercice de largage de bombes, a-t-il souligné. Voyant plus loin, son supérieur, le général Vladimir Mikhaïlov, a déclaré de son côté que la Russie devait se préparer à de futures guerres dans l'espace.

Ce raidissement russe s'est traduit encore à la veille du G8 par la menace évoquée par les dirigeants russes de recibler leurs missiles nucléaires en direction du sol des pays accueillant les éléments du programme antimissiles US.

La Russie désendettée et plus riche de ses ressources pétrolières et gazières tient depuis 2003 un discours de puissance nouveau. Il est clair que le président russe Vladimir Poutine a également en vue des préoccupations de politique intérieure en tenant un langage ferme vis à vis de l'Occident qui vise à rattraper les

3 Agence de presse Novosti – 25/04/2007 - <http://fr.rian.ru>

4 Le Monde, 13/03/2007 – <http://www.lemonde.fr>

humiliations subies par la Russie dans la dernière décennie.

La conséquence de ces différents qui s'amplifient est, outre la dégradation des relations russo-européennes, la mise à mal des avancées réalisées dans la maîtrise des armements, « l'arms control », à la fin de la Guerre froide.

Le traité INF, russo-américain, conclu en 1987 par MM Reagan et Gorbatchev, était un traité exemplaire sous les angles suivants : c'était le premier et seul traitement de désarmement nucléaire concernant un type complet d'armes, les missiles de moyenne et plus courte portée. Il mettait en place un système de destruction de ces armes et de contrôle réciproque de celles-ci. Il avait permis de lever une des menaces nucléaires les plus fortes et immédiates pesant sur le sol européen. L'enjeu aujourd'hui est posé, non de le suspendre, mais de transformer ce traité bilatéral russo-américain en un traité mondial car la production de missiles de moyenne portée, capables d'emporter des charges nucléaires, s'est développée dans de nombreux nouveaux pays (Inde, Pakistan, etc...) !

Le second traité visé, le traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE), est certes, en perpétuel dépassement, du fait de l'élargissement de l'OTAN à l'est. Mais s'il doit être réactualisé profondément, il constitue également un exemple d'accord régional dans une zone sensible, où le souci de la sécurité conjointe de tous les pays d'une région avait été pris en compte, pour limiter des forces en présence. Son esprit coopératif reste donc essentiel pour d'autres régions sensibles de la planète (Moyen-Orient, par ex.).

Le démantèlement de ces deux accords de désarmement et de contrôle des armements

enverrait donc un très mauvais signe à la communauté internationale, au moment où l'urgence est, au contraire, de relancer tous les processus de désarmement en panne.

### ***Vivement des ennemis ?***

Si tous les observateurs soulignent les ambiguïtés du président Poutine, il n'empêche que les inquiétudes russes devant les avancées régulières de l'OTAN dans son espace stratégique immédiat sont bien réelles depuis de nombreux mois et semblent avoir été peu prises en compte par les dirigeants US et surtout par les pays européens. Mieux même, les réactions de certains cercles de l'OTAN, voire de la presse française montrent un ton et une hostilité nouvelle vis à vis des préoccupations russes <sup>(5)</sup>.

Ne peut-on penser que la Russie redevient l'ennemi à l'Est dont l'OTAN a besoin ? Il en est de même pour la Chine que les rapports étatsuniens présentent de plus en plus comme leur compétiteur principal des années 2030.

La publication le 5 mars 2007 du montant en augmentation (+17,8 %) du budget militaire chinois a suscité une rafale de déclarations sur un ton alarmiste des dirigeants étatsuniens. "*Ce genre de dépenses n'inquiète pas que nous, il suscite aussi l'inquiétude parmi les voisins de la Chine. Cela contredit la politique chinoise de développement pacifique*", a déclaré un porte-parole de la Maison Blanche, Gordon Johndroe. "*Nous espérons qu'ils feront preuve de plus de transparence à l'avenir*", a dit M. Johndroe, porte-parole du Conseil de la sécurité nationale <sup>(6)</sup>.

5 voir par exemple, dans le Figaro du 6 juin 2007, la tribune libre d'Isabelle Facon et Bruno Tertrais, estimant que « la nouvelle « course aux armements » n'existe que dans l'imaginaire des dirigeants russes ».

6 dépêche AFP, 5/03/2007 -

<http://www.aujourdhuilachine.com/article.asp?IdArticl>

Pour comprendre ce tapage, il faut savoir que déjà, dans son document de 2006 sur sa Stratégie de sécurité nationale, l'administration Bush avait indiqué que la Chine était l'objet de toutes ses attentions : « *Les États-Unis cherchent à encourager la Chine à faire les bons choix stratégiques pour son peuple, mais nous voulons nous prémunir contre d'autres possibilités* » (7). En d'autres mots, alors même que les États-Unis s'engagent économiquement auprès de la Chine, selon les désirs des sociétés transnationales basées aux États-Unis d'exploiter l'énorme bassin de main d'oeuvre à bon marché du pays et de gagner accès à son immense marché intérieur et ses importantes réserves de matières premières, Washington se prépare pour un éventuel conflit militaire. La menace, réelle ou imaginaire, est en tout cas une aubaine pour le Pentagone. "Sans le spectre de la militarisation chinoise, il n'y aurait aucune raison de maintenir une telle flotte de sous-marins nucléaires et de porte-avions, ni de développer une nouvelle génération d'avions de combat furtifs", souligne l'expert militaire reconnu Fred Kaplan, du magazine Slate. Officiellement, le budget de la défense chinois est de 35 milliards de dollars. Celui des États-Unis lui est quinze fois supérieur...

L'espace est devenu un enjeu prioritaire. L'un des buts proclamé par le président Bush dans un dernier document intitulé « The U.S. National Space Policy » est de garantir dans le futur la suprématie américaine actuelle dans l'espace, les États-Unis entreprenant d'autre part de se doter des moyens d'en interdire l'accès à ceux qu'ils considéreraient comme des adversaires. Les États-Unis, est-il également écrit dans ce document, s'opposeront à tout traité ou

législation internationale qui restreindrait leurs activités spatiales. Il est même précisé que cette opposition de principe comprend le contrôle des armements.

Il faut se rappeler que le 11 janvier 2007, un satellite météorologique chinois en orbite polaire à 800 Kms au dessus de la terre a été détruit par un missile tiré du centre spatial de Xichang. La destruction du Feng Yun 1C (FY-1C), arrivant en fin de vie après son lancement en 1999, avait été précédée de ce que les diplomates appellent un signal fort : en septembre, des lasers basés sur le territoire chinois avaient temporairement aveuglés des satellites de reconnaissance de l'U.S. Space Command survolant le territoire chinois. La Chine a ainsi démontré ses percées technologiques dans le militaire spatial alors que le président George W. Bush venait d'annoncer une nouvelle politique spatiale...

Selon Michael Krepon, expert au Henry L. Stimson Center, l'essai chinois pourrait précéder une offensive diplomatique de Pékin pour négocier avec les États-Unis une interdiction des armes dans l'espace. Les négociations dites PAROS (prévention d'une course aux armements dans l'espace) se poursuivent depuis plusieurs années à la Conférence du Désarmement de Genève, sans grand résultat. Les États-Unis et Israël y adoptent une attitude négative, Washington estimant que, une telle course aux armements n'existant pas, il n'y a pas lieu d'envisager un nouvel outil multilatéral contraignant.

Devant ces militarisations et leurs réponses, est-il si exagéré de parler de relance de la course aux armements ? sans doute pas...

---

e=2487

7 Éric Leser, « *L'opinion américaine s'inquiète, l'administration Bush transige* », Le Monde, 16/06/2007

## **Les cafouillages du multilatéralisme :**

### ***Hésitations européennes et difficultés de mobilisation de l'opinion :***

Devant une politique états-étasunienne de plus en plus volontariste et suscitant des réactions chinoises et russes de plus en plus nerveuses, l'embarras de la diplomatie européenne est évident. Les pays européens traditionnellement favorables aux USA comme le Royaume-Uni sont confortés par la position des nouveaux pays membres pour lesquels la méfiance contre la menace russe reste la priorité diplomatique. Cela explique les ambiguïtés dans les dernières rencontres de l'OTAN ou du Conseil européen où les pays européens ont feint de considérer que l'installation d'éléments du bouclier anti-missile en Pologne et Tchéquie relevaient des relations bilatérales de ces pays avec USA, acceptant ainsi par le biais de l'OTAN ce déploiement en Europe. Comme ce bouclier, selon les responsables de Washington pourra également servir, en cas de besoin, à la défense de l'Europe, les Européens se trouveront donc tributaires des États-Unis pour leur défense. On peut noter que la France a été particulièrement discrète en cette période. Le nouveau Président de la République prendra-t-il des initiatives pour relancer des initiatives de désarmement ? La réponse est encore incertaine même si un de ses proches avant l'élection présidentielle, le député UMP Pierre Lellouche, a présenté dans la presse, le 5 mai dernier, huit axes d'une stratégie de désarmement que la France pourrait mener (8).

---

8 Pierre Lellouche, « Pour une politique française de désarmement et de contrôle des armements », le Monde, 5/05/2007

Si la résistance aux projets militaristes étatsuniens est faible du côté des États, notamment européens, elle l'est aussi, il faut en convenir, du côté des mouvements d'opinion. Après une forte mobilisation en 2005 et 2006 au Royaume-Uni contre les projets de radars liés au bouclier anti-missiles US, les manifestations semblent retomber. En Europe continentale, les annonces d'installation du même bouclier en Pologne et Tchéquie n'ont suscité quelques réactions de rue qu'à Prague, même si un texte commun à plusieurs mouvements pacifistes européens a été adopté. La Conférence préparatoire du TNP (Prepcom) qui se déroulait aussi en Europe, à Vienne, en mai, n'a pas conduit à des mobilisations spéciales. Après les fortes mobilisations d'avant 2003, le mouvement pacifiste mondial reste fortement marqué par la difficulté à s'opposer à l'enlèvement du conflit irakien : l'anniversaire de celui-ci en mai n'a donné lieu qu'à quelques manifestations assez faibles dans le monde sauf à Washington.

Dans ce cadre, la publication annuelle des chiffres de l'augmentation continue des dépenses militaires mondiales par le SIPRI, si elle soulève une indignation pendant quelques jours, ne débouche pas dans les enceintes internationales, notamment celles traitant du développement, sur des mobilisations nouvelles, y compris dans les forums sociaux qui pourtant se sont tenus dans des pays pauvres en Afrique.

Comme avant le début de l'intervention US en Irak, un enjeu se retrouve posé : quelles convergences peuvent se nouer, et sur quelles priorités, entre sociétés civiles, États ne participant pas à la course aux armements (la défection du Canada, tombé sous la coupe d'un gouvernement de droite, est, de ce point de vue, un lourd handicap), institutions onusiennes pour relancer des processus de désarmement, au service de la paix et du co-développement...

## **des enjeux à clarifier :**

L'année 2007 est une année anniversaire qui compte. Vingt ans après, comment empêcher le traité INF sur les « euro-missiles » de sombrer et au contraire le généraliser ?

Dix ans après, comment consolider ce traité modèle qu'est la Convention d'Interdiction sur les Armes Chimiques (CIAC) ? Ce traité est le premier traité interdisant l'usage, la fabrication, la conception d'un type complet d'armes, créant une institution pour suivre le démantèlement avec des procédures de vérification très complètes, y compris « par défi » ! La CIAC a remporté des succès importants puisque maintenant 185 pays l'ont ratifiée, 17% des stocks mondiaux ont été détruits, mais il reste à pousser les USA à terminer la destruction de leurs stocks restants (40 % l'ont déjà été) et surtout à aider la Russie à détruire ses énormes stocks (10% de détruits seulement aujourd'hui) : 11 Mds de \$ sont nécessaires, 2 Mds de \$ ont été versés.

La CIAC et sa réussite devrait constituer un modèle pour une autre Convention à négocier : celle d'interdiction des armes nucléaires (CIAN) dont la campagne de promotion peine à démarrer dans le monde. Or, on sait bien que l'élimination des armes nucléaires constitue un enjeu politique encore plus grand que celui des armes chimiques car il touche directement à l'exercice de la puissance dans les relations internationales et dans la structure de fait du système onusien. L'obtention d'une telle Convention n'apparaît pas encore comme objectif central et unique dans les forums pacifistes antinucléaires, noyé souvent parmi d'autres objectifs secondaires et moins compréhensibles pour le grand public, liés au TNP, aux zones dénucléarisées, aux matériaux nucléaires fossiles ou à l'énergie nucléaire civile.

En troisième lieu, je pense que c'est la réussite de la CIAC - chimique et les progrès d'une CIAN – nucléaire qui permettrait l'amélioration de la troisième convention de désarmement, la CIAB (Convention d'Interdiction des Armes Biologiques), existante depuis 1972, mais dont l'efficacité est faible du fait de l'absence de dispositif de vérification, à la différence de celle sur les armes chimiques.

Si la bataille autour de ces trois Conventions est essentielle, un quatrième grand chantier de désarmement est constitué aujourd'hui par la lutte contre la militarisation de l'espace. Aujourd'hui, les projets d'interception de missiles comme le bouclier US vont entraîner le développement d'armes anti-missiles et l'accroissement des flottes de missiles à longue portée pour « saturer » les futurs dispositifs d'interception. Les USA, mais sans doute d'autres puissances, ont des projets de militarisation avancée de l'espace : *« l'apparition dans l'espace circumterrestre de bases militaires permanentes n'est qu'une question de temps »*<sup>(9)</sup>.

---

9 Andrei Kisliakov, « Nouvelles guerres, nouvelles armes », Novosti, 28/05/2007

## **Conclusion :**

La recherche états-étasunienne de supériorité militaire absolue est dangereuse et déstabilisatrice pour le système de sécurité collective mondial. La remise au premier plan de l'agenda du désarmement, notamment aux Nations-unies des quatre priorités ci-dessus est urgente mais suppose des évolutions importantes dans les rapports de forces mondiaux. L'Union Européenne pourrait y jouer un rôle de « chevalier blanc » vertueux important : les votes du Parlement européen sur différentes questions montrent que des possibilités existent même si celui-ci n'a encore qu'un rôle secondaire derrière celui des États. Les opinions publiques y ont certainement une place importante à y tenir : là encore, cela suppose que la questions de la remise en cause des militarisations dans le monde remonte à la première place dans les agendas.